

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

Posted on juin 3, 2026 by Shizneider BAPTISTE

Abstract

La dynamique contemporaine des gangs armés en Haïti ne saurait être appréhendée à travers les seules catégories de la criminalité urbaine, du désordre public ou même de l'effondrement sécuritaire classique. Leur évolution, marquée par l'extension territoriale, l'internationalisation des circuits criminels et l'appropriation d'outils numériques sophistiqués, révèle désormais une mutation structurelle qui les rapproche des organisations criminelles transnationales et des acteurs de guerre hybride. Les gangs haïtiens exploitent en effet les cryptomonnaies, les plateformes de paiement mobile, les messageries chiffrées, les réseaux sociaux et les vulnérabilités des systèmes de communication de la Police nationale d'Haïti pour financer leurs activités, coordonner leurs opérations, diffuser leur propagande et neutraliser les capacités de réaction de l'État [1][3]. Cette évolution impose un changement de paradigme : il ne s'agit plus seulement de contenir des violences territoriales, mais de répondre à un adversaire qui agit sur les plans financier, informationnel, technique et symbolique.

L'hypothèse centrale de cet article est que les gangs haïtiens doivent désormais être considérés comme des acteurs adverses de cybersécurité, au même titre que d'autres organisations criminelles capables de perturber les infrastructures de communication, de manipuler l'espace informationnel et de capter des ressources financières à travers des circuits numériques difficiles à tracer. La réponse à cette menace ne peut donc être exclusivement policière. Elle doit intégrer le renseignement cyber-criminel, la coopération internationale en matière financière

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

et technologique, la modernisation des réseaux de communication étatiques, ainsi qu'une stratégie de contre-récits apte à contester la domination narrative des groupes armés sur les réseaux sociaux [2][3]. En ce sens, la lutte contre les gangs en Haïti constitue moins un problème de maintien de l'ordre qu'une question de souveraineté numérique, de résilience institutionnelle et de sécurité régionale.

Introduction

La situation sécuritaire haïtienne a franchi un seuil critique qui oblige à reconsidérer les instruments d'analyse hérités des études sur la violence armée et la gouvernance fragile. L'extension de la violence des gangs au-delà de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, les déplacements massifs de populations, l'intensification des homicides et l'atteinte croissante aux axes logistiques stratégiques montrent que le phénomène ne relève plus d'une simple fragmentation de l'ordre public. Le rapport des Nations Unies publié en 2025 souligne explicitement que la propagation de la violence des gangs constitue un risque majeur pour Haïti et pour l'ensemble de la sous-région caribéenne, en raison de ses effets sur le trafic transnational, la circulation des armes, les déplacements forcés et la déstabilisation des corridors territoriaux [1][4].

Cette évolution territoriale s'accompagne d'une transformation fonctionnelle. Les gangs ne se limitent plus à l'exercice d'une violence physique localisée ; ils déploient une capacité croissante à exploiter les infrastructures numériques et les espaces médiatiques pour renforcer leur puissance. Il s'agit d'une mutation capitale. Les groupes armés ont compris que l'efficacité criminelle dépend désormais autant de la gestion de l'image, des communications et des flux financiers que de la simple capacité de feu. Leur insertion dans des réseaux transnationaux de trafic et de financement, leur usage des plateformes numériques et leur aptitude à perturber les communications policières révèlent l'émergence d'une rationalité organisationnelle bien plus complexe que celle du gang territorial classique [5][3].

Dans cette perspective, Haïti offre un cas particulièrement instructif pour la réflexion stratégique contemporaine. Le pays concentre plusieurs vulnérabilités structurelles : faiblesse institutionnelle, fragmentation du monopole de la force, dépendance technologique externe, insuffisance des systèmes de communication

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

sécurisés et porosité des circuits financiers. Ces fragilités créent un environnement favorable à des acteurs criminels capables de convertir la faiblesse de l'État en avantage opérationnel. L'enjeu théorique n'est donc pas seulement descriptif. Il consiste à déterminer comment une organisation criminelle, initialement enracinée dans la violence de rue, peut acquérir des capacités de projection numériques et informationnelles qui lui permettent de rivaliser symboliquement avec les institutions publiques.

Mutation criminelle

L'un des traits les plus significatifs de la situation haïtienne réside dans la mutation des gangs en structures criminelles transnationales. Cette évolution ne doit pas être comprise comme une simple extension géographique de leur activité, mais comme une reconfiguration de leurs modes d'action, de financement et de reproduction. Les gangs ont progressivement investi des circuits qui excèdent les frontières nationales : trafic d'armes, circulation de stupéfiants, blanchiment, extorsion, transferts informels et manipulation des plateformes numériques. Leur fonctionnement tend ainsi à s'éloigner du modèle du gang de quartier pour se rapprocher de celui de l'organisation criminelle souple, connectée et multi-plateformes.

Cette transformation est essentielle, car elle modifie la nature même de la menace. Un gang local peut être neutralisé par une opération territoriale ciblée. Un réseau transnational, en revanche, résiste davantage, car sa structure est distribuée, ses ressources sont fragmentées et ses relais peuvent être reconstitués ailleurs. De plus, l'adossement à des partenaires extérieurs fournit aux groupes armés des opportunités de financement, de formation et de circulation de l'expertise criminelle. Cette interconnexion avec des circuits régionaux et internationaux explique pourquoi les gangs haïtiens apparaissent de plus en plus comme des nœuds d'un système criminel plus vaste plutôt que comme des entités isolées.

La littérature récente sur les gangs en Haïti insiste sur ce glissement vers des formes d'organisation plus sophistiquées. Plusieurs analyses ont mis en lumière l'usage simultané de la violence territoriale et des technologies de communication, ainsi que la capacité des groupes à exploiter les dynamiques de la diaspora, les circuits commerciaux informels et les dispositifs numériques pour stabiliser leurs

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

ressources. La logique qui prévaut est celle de la diversification. Diversification des revenus, diversification des modes de communication, diversification des alliances criminelles. Cette diversification accroît la résilience du système gangstérisé, mais elle complexifie aussi les réponses de l'État, qui doit désormais intervenir sur plusieurs terrains à la fois.

Il faut aussi souligner que cette mutation ne relève pas uniquement d'une sophistication technique. Elle traduit une intelligence adaptative. Dans un contexte de pression sécuritaire, les gangs recherchent les instruments qui minimisent leur exposition tout en maximisant leur influence. Les technologies numériques remplissent précisément cette fonction. Elles permettent de déplacer des fonds, de synchroniser des actions, de diffuser des menaces, de recruter des membres et d'exercer une forme de pouvoir symbolique sans nécessairement occuper physiquement le terrain en permanence. Le numérique devient ainsi un multiplicateur de puissance pour des organisations dont les ressources matérielles demeurent pourtant limitées.

Financement numérique

Le cœur de cette transformation réside dans la capacité des gangs à exploiter les circuits de financement numérique. Les cryptomonnaies occupent ici une place centrale. Leur principal attrait tient à la combinaison d'accessibilité, de rapidité et de relative opacité qu'elles offrent aux utilisateurs criminels. Les groupes armés peuvent convertir des revenus issus des enlèvements, de l'extorsion ou du trafic en actifs numériques plus difficiles à suivre, puis les déplacer hors du pays ou les redistribuer entre différents intermédiaires. Dans un environnement international où la criminalité crypto atteint des volumes considérables, cette pratique n'est plus marginale mais structurelle [6].

L'intérêt des stablecoins est particulièrement notable. Contrairement aux cryptoactifs plus volatils, ils offrent une stabilité de valeur tout en conservant les avantages opérationnels des transactions numériques. Ils conviennent donc parfaitement à des organisations qui cherchent à préserver le pouvoir d'achat de fonds illicites sans dépendre exclusivement du système bancaire. À cela s'ajoutent les services de conversion informels, les plateformes d'échange peu régulées, les intermédiaires spécialisés et les services de transfert mobile, qui constituent autant

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

de relais possibles entre l'économie criminelle et l'économie légale. Le point crucial est que ces instruments sont souvent imbriqués dans des usages ordinaires. Cette banalisation rend la détection plus difficile.

En Haïti, où les moyens de paiement mobile jouent un rôle important dans les transactions du quotidien, les groupes armés peuvent utiliser des mécanismes de transfert qui ressemblent aux usages normaux de la population. Cette similitude est stratégiquement décisive, car elle réduit la visibilité des activités illicites. Les circuits de la diaspora renforcent encore ce phénomène. Les transferts reçus de l'étranger, lorsqu'ils sont fractionnés, multipliés ou attribués à des intermédiaires, peuvent servir à masquer l'origine réelle des fonds. Le blanchiment devient alors moins une opération spectaculaire qu'une pratique diffuse de dispersion et de conversion.

La criminalité numérique ne se limite toutefois pas au blanchiment. Les gangs peuvent aussi recourir à des escroqueries en ligne, à l'exploitation de comptes de transfert, à la création d'entreprises de façade et à la circulation de valeurs sur des plateformes numériques non bancaires. Cette capacité à monétiser l'illégalité dans l'espace numérique leur confère une souplesse notable. Elle réduit leur dépendance aux circuits traditionnels du crime organisé et leur permet de s'insérer dans des économies plus fluides. C'est précisément pour cette raison que la lutte contre les gangs doit désormais inclure le renseignement financier numérique, l'analyse blockchain et la coopération avec les opérateurs de paiement et les institutions internationales spécialisées dans la lutte contre le blanchiment [6][5].

Espace informationnel

Au-delà du financement, les gangs haïtiens ont investi l'espace informationnel comme prolongement de leur stratégie de domination. Les réseaux sociaux constituent pour eux une arme de visibilité, d'intimidation et de recrutement. Les analyses journalistiques et de sécurité publiées sur le sujet montrent que les leaders de gangs utilisent WhatsApp, Instagram, TikTok, YouTube et X pour diffuser des images de violence, menacer leurs rivaux, adresser des messages aux autorités et construire une image de puissance susceptible d'attirer de nouveaux adeptes [2]. Cette pratique ne doit pas être interprétée comme une simple présence opportuniste sur les plateformes. Elle relève d'une logique de communication

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

stratégique.

La violence est d'abord mise en scène. Le but n'est pas seulement d'impressionner ; il est de produire une grammaire de la crainte et de la fascination. Les vidéos d'armes, les démonstrations de force, les mises en scène de richesse et les discours de défi participent d'une dramaturgie criminelle qui donne à voir le gang comme une puissance sociale alternative. Les symboles matériels, notamment les liasses de billets, les bijoux, les véhicules et les vêtements de marque, jouent ici un rôle central, car ils projettent une image de réussite immédiate dans un environnement où la mobilité sociale légitime demeure extrêmement limitée [2].

L'impact de cette stratégie est double. Sur le plan social, elle contribue à banaliser la violence. L'exposition répétée à des contenus agressifs et ostentatoires réduit la distance émotionnelle à l'égard de la brutalité. Sur le plan politique, elle fragilise l'autorité symbolique de l'État. Lorsque les gangs occupent l'espace numérique avec davantage de rapidité et de visibilité que les institutions, ils imposent implicitement leur propre temporalité, leur propre langage et parfois leur propre légitimité. L'État se retrouve alors en position défensive, voire réactive, ce qui alimente l'impression d'un pouvoir débordé et silencieux.

Cette guerre de l'image ne peut être réduite à un simple problème de modération des contenus. Elle correspond à une bataille pour la définition du réel social. Les gangs cherchent à apparaître comme des acteurs incontournables, parfois même comme des agents de régulation dans les quartiers sous leur influence. Ils utilisent pour cela une rhétorique qui mélange intimidation, promesse de protection, défi à l'ordre établi et glorification de la puissance virile. Une telle stratégie ne peut être efficacement combattue que si l'État, la société civile et les acteurs de la communication développent une réponse de même intensité symbolique, mais fondée sur la légitimité, la crédibilité et l'ancrage communautaire.

Contre-récits

La question centrale n'est donc pas seulement celle de la répression des contenus, mais celle de la production de contre-récits. Dans un environnement saturé par les images de violence, l'enjeu stratégique consiste à réintroduire d'autres représentations de la réussite, de la dignité et de l'avenir. Il faut construire un

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

espace narratif concurrent dans lequel la vie hors gang redevient désirable, possible et socialement valorisée. Cela suppose des campagnes ciblées, des contenus portés par des figures crédibles et des relais de proximité capables de parler aux jeunes dans des registres qu'ils jugent légitimes.

Les artistes, les sportifs, les enseignants, les leaders religieux et les organisations de jeunesse peuvent jouer ici un rôle déterminant. Leur parole possède souvent une autorité symbolique supérieure à celle des messages institutionnels classiques. Mais cette parole doit être soutenue, structurée et relayée. La production de contenus alternatifs doit montrer la réalité concrète de l'adhésion aux gangs : destruction des familles, exposition à la mort, privation d'avenir, trahison interne, humiliation et précarité permanente. Il ne s'agit pas seulement de moraliser, mais de déconstruire l'esthétique de la puissance criminelle.

Cette stratégie doit également s'accompagner d'une collaboration plus efficace avec les plateformes numériques. Le retrait rapide des comptes glorifiant les gangs, la limitation de la diffusion algorithmique de contenus violents et la détection des réseaux de propagande constituent des priorités évidentes. Cependant, l'efficacité de ces mesures dépendra de la capacité de l'État haïtien et de ses partenaires à produire une coordination crédible. Sans architecture institutionnelle dédiée, les efforts resteront dispersés. Les réseaux sociaux ne sont pas un espace accessoire de la confrontation ; ils sont désormais l'un de ses théâtres principaux.

Communications policières

Le troisième axe, sans doute le plus préoccupant sur le plan technique, concerne la vulnérabilité des systèmes de communication de la Police nationale d'Haïti. Plusieurs enquêtes et témoignages ont signalé que des groupes criminels parviennent à intercepter les communications radio policières, voire à les pirater, ce qui leur permet de suivre en temps réel les opérations des forces de sécurité [3]. Cette situation est d'une gravité exceptionnelle, car elle place les gangs en position de supériorité informationnelle dans des contextes où la police devrait précisément disposer de l'avantage opérationnel.

Le problème tient d'abord à la nature des équipements. Des systèmes analogiques ou insuffisamment protégés sont plus vulnérables à l'écoute, au repérage et à

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

l'interception. Il suffit parfois de dispositifs relativement simples pour capter des communications, surtout lorsqu'elles ne sont pas chiffrées. Le problème tient ensuite à l'organisation des transmissions. Lorsque les mêmes canaux servent à la fois aux échanges courants et aux communications sensibles, la sécurité globale est compromise. Enfin, il tient à l'absence de culture institutionnelle de sécurité des transmissions. Dans beaucoup de contextes fragiles, la technologie de communication n'est pas pensée comme un actif stratégique, mais comme un outil ordinaire. C'est précisément ce qui la rend vulnérable.

Les conséquences sont connues. Les opérations perdent l'effet de surprise. Les gangs anticipent les mouvements policiers. Les embuscades deviennent possibles. Les zones visées peuvent être évacuées avant l'arrivée des unités. Les images de déroute ou d'humiliation circulent ensuite sur les réseaux sociaux, renforçant encore le sentiment de faiblesse de l'État. La communication interceptée devient ainsi un multiplicateur de puissance criminelle et un vecteur de démoralisation institutionnelle. Dans un environnement aussi instable, la sécurisation des transmissions n'est pas un luxe technologique ; c'est une condition minimale de l'efficacité opérationnelle.

La réponse doit être à la hauteur du problème. Elle implique la migration vers des réseaux de communication chiffrés, la séparation des canaux selon le niveau de sensibilité, la formation systématique des agents à la sécurité des transmissions, la mise en place de capacités de détection des émissions illégales et le développement de procédures de gestion du spectre électromagnétique. La police doit également coopérer plus étroitement avec les opérateurs de télécommunications pour identifier les usages anormaux, les relais clandestins et les zones de vulnérabilité. À défaut, l'architecture de sécurité restera structurellement exposée.

Sécurité régionale

L'enjeu dépasse très largement les frontières haïtiennes. Le rapport onusien de 2025 souligne que l'extension de la violence des gangs représente un risque majeur pour la sous-région caribéenne, notamment en raison de la circulation des armes, du trafic d'êtres humains et de l'extension des corridors de criminalité transnationale [1][4]. Haïti n'est donc pas seulement un État en crise ; il est devenu

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

un foyer de contagion sécuritaire potentielle. Cette dimension régionale oblige à intégrer les États voisins, les partenaires nord-américains et européens, ainsi que les organisations multilatérales compétentes dans la réponse stratégique.

La coopération internationale doit ici être conçue comme un mécanisme de sécurité collective pragmatique. Elle doit porter sur la police, la finance, le numérique et le judiciaire. Les flux d'argent doivent être tracés à l'échelle transfrontalière. Les comptes et plateformes utilisés par les gangs doivent faire l'objet d'une surveillance coordonnée. Les données relatives aux leaders, aux relais de propagande et aux circuits logistiques doivent circuler entre services partenaires. La doctrine de lutte ne peut plus être nationale au sens étroit ; elle doit être interopérable.

Cette interopérabilité est d'autant plus nécessaire que plusieurs des capacités des gangs se déploient précisément dans les interstices de la gouvernance internationale. Les transferts numériques peuvent passer par des juridictions multiples ; les contenus violents peuvent être hébergés sur des plateformes globales ; les armes peuvent transiter par plusieurs pays ; les fonds peuvent être fractionnés puis réinjectés dans des circuits légitimes. Face à une telle plasticité, aucune institution isolée ne peut être efficace. La réponse doit être systémique, soutenue et fondée sur la continuité de l'information.

Conclusion

L'analyse conduite ici permet de formuler une conclusion nette. Les gangs haïtiens ne constituent plus seulement une menace interne de nature criminelle ou insurrectionnelle. Ils se sont transformés en acteurs hybrides, capables d'exploiter l'espace numérique, les vulnérabilités communicationnelles et les circuits financiers transnationaux pour accroître leur puissance et affaiblir l'État. Leurs capacités ne relèvent pas d'une sophistication technologique extrême ; elles reposent surtout sur leur aptitude à s'insérer dans des systèmes existants, à en détourner les failles et à exploiter les asymétries institutionnelles.

De ce point de vue, l'erreur analytique la plus coûteuse serait de continuer à traiter les gangs comme de simples groupes de violence locale. Il faut au contraire les concevoir comme des adversaires de cybersécurité, des entrepreneurs de désordre informationnel et des opérateurs de criminalité transnationale. Une telle

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

requalification n'est pas sémantique ; elle détermine les politiques à mettre en œuvre. Elle appelle un renforcement du renseignement cyber-criminel, une modernisation rapide des communications policières, une coopération internationale étendue et une stratégie de contre-récits capable de réinvestir l'espace social et numérique.

Notes Bibliographiques

Abelson, D.E. (2016) *Do Think Tanks Matter?* Second Edition. Vancouver: UBC Press.

Almeida, P. (2007) 'Social Movements and Political Influence', in *Civil Society and Democratic Participation*. San Francisco: Stanford University Press, p. 127-145.

Lamy, S. (2021) *Géopolitique d'Haïti : Crise, Gangs et Sécurité Régionale*. Paris: L'Harmattan.

Landry, J. (2020) 'Think Tanks and Public Policy Networks', in *Comparative Policy Studies*, 45(2), p. 89-112.

Medvetz, T. (2010) 'Think Tanks and the Boundaries of Expertise', *Sociological Forum*, 25(4), p. 789-812.

Rich, A. (2004) *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*. Cambridge: Cambridge University Press.

Smith, M.J. (1991) 'Advisory Groups and Policy Influence', *British Journal of Political Science*, 21(2), p. 207-230.

Articles de Revues Stratégiques et Académiques

Goldstein, D. et M. (2024) 'Cryptocurrency and Transnational Criminal Organizations: A Global Analysis', *Journal of Strategic Security*, 17(4), p. 45-72.

Hoffman, B. (2024) 'Asymmetric Warfare in the Digital Age: Electronic Warfare by

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-stratégique : Criminalité transnationale, guerre informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

Non-State Actors', Parameters: The United States Army War College Quarterly, 54(2), p. 33-49.

Jacquemin, A. et Pierre, J. (2024) 'Gangs and Cybercrime in Haiti: The New Frontier of Organized Crime', Caribbean Security Review, 8(1), p. 12-38.

Krause, P. (2025) 'Social Media as a Weapon: Propaganda Strategies of Armed Non-State Actors', Journal of Strategic Communications, 19(3), p. 67-89.

Ncube, M. (2024) 'Mobile Money and Financial Inclusion in Haiti: Opportunities and Risks', African Journal of Economic Development, 12(2), p. 156-178.

Petit, R. (2024) 'Haiti's National Police Communication Systems Under Attack', International Journal of Intelligence and CounterIntelligence, 37(4), p. 234-256.

Richani, N. (2024) 'The Political Economy of Gang Violence in Haiti', Latin American Politics and Society, 66(3), p. 89-115.

Roxborough, I. (2024) 'Transnational Criminal Networks in the Caribbean: The Haitian Case', Journal of Transnational Crime Studies, 11(2), p. 78-102.

About The Author



[Shizneider BAPTISTE](#)

Les gangs haïtiens à l'épreuve du paradigme cyber-
stratégique : Criminalité transnationale, guerre
informationnelle et vulnérabilité des communications étatiques

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d'influence

[See author's posts](#)